



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



UAM
Universidad Autónoma
de Madrid



COVID-19 EN AFRIQUE: POLITIQUES ECONOMIQUESⁱ

José María Mella Marques, Universidad Autónoma de Madrid y AMENET (Africa, Mediterranean, and Europe Jean Monnet Network, EU)

Traduction: Prof. Omar Belkheiri, Université Abdelmalek Essaâdi de Tânger-Tetuán (Marrocos)

Publié en espagnol dans:

- Federación de Servicios a la Ciudadanía, CC.OO
[https://madrid.fsc.ccoo.es/noticia:497154--COVID_19 en Africa Politicas Economicas&opc_id=72293338b88e40ff6c790cb567ffb8b3](https://madrid.fsc.ccoo.es/noticia:497154--COVID_19_en_Africa_Policas_Economicas&opc_id=72293338b88e40ff6c790cb567ffb8b3)
- Revista Fundación Sur.
<http://www.africafundacion.org/spip.php?article37567>

Je remercie à mes étudiants africains, particulièrement au nouveau docteur Aaron LUPASULA LUBANGO, de l'Université Protestante au Congo (UPC), ses commentaires

Dans les conditions actuelles du Covid-19, les options de politique économique qui peuvent être adoptées par le continent africain font l'objet d'un débat intense. Différentes institutions nationales et internationales, gouvernements, fondations, instituts de recherche, universités, etc. expriment leurs opinions, pas toujours par hasard. Le but de ces lignes est de donner un aperçu de ce débat et d'y apporter un éclairage.

On dit souvent qu'il n'y a pas une seule Afrique mais il y en a plusieurs. A notre connaissance, cette affirmation est pour le moment particulièrement appropriée. Il y a l'Afrique pour les pays exportateurs de pétrole, l'Afrique pour les pays spécialisés dans les ressources naturelles non renouvelables (minéraux et métaux) et l'Afrique pour les pays à faibles ressources.

Affirmation appropriée, car l'impact de Covid-19 se fait fortement ressentir à travers la chute des prix internationaux des matières premières, la paralysie des flux touristiques, la réduction des envois de fonds des migrants et les difficultés d'accès à marchés financiers internationaux.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



UAM
Universidad Autónoma
de Madrid



La baisse des prix internationaux affecte directement le continent africain en raison de la baisse des prix du pétrole, des minéraux et des métaux, ce qui entraîne une baisse des recettes d'exportation, notamment dans des pays comme le Nigeria, l'Angola et l'Afrique du Sud.

La paralysie des flux touristiques représente est un coup dur pour les économies de pays hautement spécialisés dans le secteur tels que le Cap-Vert, les Seychelles, Maurice, etc.

La réduction des envois de fonds des migrants a un impact immédiat sur tous les pays africains fortement dépendants des ressources financières de la diaspora. Ces dernières étant devenues depuis longtemps la principale source de financement de ces pays, devançant clairement les investissements étrangers et l'aide publique au développement.

L'impact des trois effets susmentionnés entraîne des pertes de revenus importantes, une forte augmentation des déficits publics, une augmentation immédiate de la dette (publique et privée) et des services de la dette (remboursement du capital et paiements d'intérêts). En un mot, l'Afrique s'enfonce dans une profonde récession, la première depuis des décennies, avec une baisse du PIB de 5 à 8 % en 2020 selon les cas.

Les difficultés d'accès aux marchés financiers internationaux sont la conséquence de la réduction drastique de la marge budgétaire des gouvernements et de leur faible capacité à faire face aux engagements de financement par endettement tout en faisant face à une double crise, sanitaire et économique. Les pays qui souffriront le plus de cette situation seront ceux qui ont un niveau d'endettement élevé (Angola, Nigéria, Ghana) et, par conséquent, ceux qui sont les plus limités en termes de capacité à faire face aux paiements.

Dans ces conditions, les politiques économiques devraient agir de manière décisive sur quatre fronts : la santé, la production, les finances et le Budget.

Il est nécessaire et urgent de renforcer les systèmes de santé nationaux, de prioriser les investissements dans ceux-ci (plus de personnels de santé, plus de dotations et d'équipements hospitaliers, notamment pour détecter les poches de contagion), développer la coopération internationale dans les domaines des connaissances épidémiologiques, protocoles de prévention et de traitement.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



UAM
Universidad Autónoma
de Madrid



Malgré le nombre limité des cas atteints par le Covid-19 actuels, il n'y a pas de place pour la complaisance. L'épidémie progresse. À Kinshasa, la gigantesque capitale de la République démocratique du Congo, les cas augmentent de jour en jour et la pandémie s'est déjà propagée à 6 autres provinces, en particulier leurs villes.

Il est nécessaire et urgent d'agir en mettant en place des filets de sécurité sociale et alimentaire et de donner un coup de pouce à l'activité productrice au niveau des familles pauvres, des chômeurs, des informels, des vendeurs de rue, des travailleurs indépendants et des petites, moyennes et micro-entreprises.

Il est urgent et nécessaire de fournir des liquidités, à intérêt réduit ou nul, des dons (aux plus pauvres) et de promouvoir les marchés de la dette locale / régionale pour créer des ressources dans la lutte contre la pandémie, comme cela a déjà été fait dans les pays ouest-africains durant ces dernières semaines. Ce financement est nécessaire pour alléger l'impact sur la balance des paiements, soutenir les familles en allégeant ou annulant leurs dettes, doter les entreprises et les gouvernements avec des garanties et des moratoires (dette).

Enfin, il est nécessaire et urgent de mobiliser le levier d'investissement, sur la base d'une forte volonté politique afin de relancer l'activité économique, créer des conditions sanitaires décentes, récupérer et améliorer les activités éducatives et jeter les bases d'un développement durable et inclusif.

ⁱ Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission Européenne.

Cette publication (communication) n'engage que son auteur et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.